

CAMPAGNE MÉDIATIQUE MAROCAINE CONTRE L'ALGÉRIE

La mise en garde de Medelci

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, qui a animé hier lundi deux forums médiatiques succés-sifs, un passage à la radio et l'animation d'une conférence de presse conjointe avec son homologue bahreïni, s'est étalé sur la relation algéro-marocaine, marquée par les attaques itératives de l'agence MAP et la condamnation au Maroc du jeune Islam. Medelci a avoué que l'ambiance créée par ces deux situations nuit à la relation bilatérale.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'Algérie, a souligné Medelci, n'a pas passé sous silence la campagne acharnée à laquelle s'est livrée l'agence de presse officielle marocaine MAP. «C'est une question que nous avons débattue avec nos frères marocains de manière extrêmement sereine. Nous faisons le constat que l'ambiance qui est créée par ces annonces médiatiques, surtout quand elles sont portées par une agence d'Etat, sont en contradiction avec la volonté politique de ces mêmes Etats d'aller de l'avant, de recouvrer tout ce qu'ils peuvent comme densité et qualité dans leurs relations bilatérales.»

Mourad Medelci n'a pas manqué d'établir le lien entre la campagne médiatique orchestrée notamment par la MAP et la visite en Algérie de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU chargé de la question du Sahara occidental, Christopher Ross.

Une visite au sujet de laquelle le ministre des Affaires étrangères a dit espérer qu'elle «constituerait une avancée entre les deux protagonistes, le Maroc et le Polisario». La relation diplomatique n'étant pas au mieux entre l'Algérie et le Maroc, le traitement des dossiers communs, notamment ceux entourés de litiges, avance lentement, sinon stagne au point mort. Ainsi en est-il de la réouverture des frontières terrestres entre les deux pays, fer-

mées, il faut le rappeler, depuis 1994. Medelci a affirmé, en effet, que la question n'est pas à l'ordre du jour. C'est bilatéralement que le chemin de la solution doit être trouvé. L'inculpation, puis la condamnation au Maroc du jeune Islam pour agression sexuelle font partie des questions qui ajoutent au délétaire de la relation diplomatique entre les deux pays.

Prudent, Medelci n'a pas voulu verser dans la polémique. «L'Algérie n'a pas l'intention de remettre en cause la souveraineté de la justice marocaine. C'est à cette dernière de se prononcer. Notre rôle à nous est d'exprimer, de manière constante et substantielle, notre solidarité à ce jeune et à sa famille», a précisé Medelci qui a espéré que le processus d'appel introduit par la défense permettra à la justice marocaine d'établir la vérité. Le ministre des Affaires étrangères a souligné, par ailleurs, qu'il n'y a pas de quoi en faire une affaire politique.

Admission de l'opposition syrienne à la Ligue arabe : contraire à la charte de l'organisation

Le ministre des Affaires étrangères s'est exprimé sur la crise syrienne, plus précisément sur les derniers développements qui ont vu la Ligue arabe admettre en son sein l'opposition en lieu et place de l'Etat syrien dont la participation a été



Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères.

Photo : Samir Sid

gelée en 2011. Pour Medelci, les décisions prises par une partie des Syriens seulement auront une durée de vie limitée. «C'est aux Syriens de se décider et toute décision qui pourrait venir d'une partie des Syriens, et seulement de cette partie et encore plus, toute décision qui pourrait venir d'une partie des Syriens lorsqu'elle est influencée par des pressions extérieures risque d'avoir une durée de vie limitée.»

Le ministre des Affaires étrangères a en outre expliqué que la charte de la Ligue arabe n'admet pas un membre autre qu'un Etat. Autrement dit, l'octroi du siège pour l'opposition est une violation de ladite charte. Un peu plus tard, lors de sa conférence de presse, Medelci a indiqué que l'Algérie reste fidèle au principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui et qu'elle n'est ni pour le régime ni

pour l'opposition syrienne.

S'agissant de la Ligue arabe, Medelci a fait savoir qu'un projet de réforme de l'organisation dans la perspective de sa démocratisation est en train d'être mûri. Ce projet, examiné par les experts, sera soumis à l'appréciation des ministres des Affaires étrangères au mois de septembre prochain.

UMA : en phase de normalisation

Mourad Medelci a affirmé que l'UMA est en phase de normalisation de son fonctionnement. Mais il s'est interdit d'avancer une quelconque date pour la tenue du sommet. «Nous sommes dans une phase de normalisation du fonctionnement de l'Union, et par conséquent, il ne fait aucun doute, je ne sais quand le sommet se tiendra. Il ne se tiendra que lorsque toutes les conditions seront réunies», a-t-il

indiqué, ajoutant que «nous sommes engagés dans un processus sérieux de préparation d'un sommet, mais nous sommes, également, bien loin, aujourd'hui, de boucler ce qui nous paraît être nécessaire de réunir comme conditions pour que celui-ci soit un succès».

Medelci a aussi reconnu que la tenue du sommet dans la situation actuelle, sécuritaire notamment, est délicate. Il a annoncé, ce disant, la tenue prochaine d'une réunion des ministres de l'Intérieur de l'UMA à Rabat pour débattre de la question de la sécurité.

Otages algériens au Mali : aucune garantie qu'ils soient maintenus en vie

Le ministre des Affaires étrangères a estimé qu'on ne peut pas demander des garanties aux ravis-seurs des diplomates algériens à Gao. «Pouvez-vous demander des garanties à ceux qui sont, aujourd'hui, dans la situation de preneurs d'otages ?» s'est-il interrogé, exprimant le souhait que «la raison va l'emporter».

Medelci a souligné, en outre, que les otages se sont mis au service du Mali suite à des sacrifices importants. «Ils auraient pu, peut-être, comme d'autres, revenir dans leurs pays, mais ils avaient préféré rester sur place pour affronter la situation difficile dans laquelle se débattaient les Maliens.»

A l'adresse des Maliens, Medelci dit qu'ils «devraient tenir compte, tous, du fait que les Algériens détenus sont des serviteurs de la coopération algéro-malienne et qui sont en train, aujourd'hui, dans des conditions très difficiles, de continuer cette mission».

S. A. I.

IDÉES

LETTRE OUVERTE À NOS VALEUREUX «REDRESSEURS»

Quand l'humour devient l'expression achevée du désespoir

Le signataire de la présente tient, avant tout autre développement, à exprimer sa profonde satisfaction de constater l'arrivée, inattendue et massive, de «redresseurs» — toute tendance confondue — dans la vie politique, déjà si intense, de notre pays, qui, décidément, ne peut clore un débat qu'après en avoir ouvert un nouveau. L'Algérie n'en finit pas de nous étonner et nul doute que ses ressources en la matière sont inépuisables.

Tout le monde — en tout cas les moins jeunes — se souvient des années de plomb du parti unique qui a régné en maître absolu et incontestable pendant plus d'un quart de siècle après l'indépendance du pays.

Après un mouvement, qualifié très opportunément de «chahut de gamins» par les responsables, particulièrement avisés, de l'époque (octobre 1988) et la possibilité, un temps envisagée, de maintenir le parti unique, détenteur de cette si nécessaire vérité, avec des «courants» qui n'exprimeraient que des nuances sans relation immédiate avec le fond d'une pensée unique interchangeable, le multipartisme a été instauré.

Nul doute que celui-ci répondait à un intense besoin social et politique et que, à compter de ce moment crucial, le débat politique a envahi la place pour ne plus la quitter.

C'est ainsi que de multiples partis politiques ont vu le jour pour permettre l'expres-

sion de toutes les sensibilités du pays étant entendu que le «front» bénéficiait d'une certaine faveur dans les choix de citoyens engagés et sensibles à la chose politique au point de vouloir s'y consacrer même au détriment de leurs intérêts.

La scène politique a ainsi vu naître plusieurs fronts, chacun correspondant parfaitement à ce que porte le sens des mots puisque le front est ce regroupement, le plus large possible, des énergies autour d'un objectif considéré déterminant, au-delà de toutes les différences ; mieux encore, la notion de front, tout comme celle de «rassemblement», suppose les différences qui enrichissent la pensée et l'action, la contradiction ne signifiant, en aucune façon, l'opposition bornée.

Très vite, le multipartisme a pénétré le vécu politique du peuple, permettant à toutes les forces et sensibilités politiques du pays de participer très étroitement à la gestion des affaires publiques (sauf certains, évidemment, comme le PAGS, le MDS de feu Hachemi Cherif hier ou le PLD aujourd'hui) étant entendu que, ici plus qu'ailleurs, «faire de la politique» n'est pas considéré comme un métier commencé très tôt dans la vie et terminé le plus tard possible, mais comme une fonction confiée temporairement à un citoyen considéré méritant.

Et enfin, voici la «bonne nouvelle» qui nous vient de plusieurs partis et non des moindres (FLN, RND, FFS, RCD, d'autres peut-être) : le mouvement de «redressement». En vérité, c'est aussi la subtilité politique du mot employé — redressement —

qu'il faut souligner ; il laisse entendre une forte volonté de fidélité et d'approfondissement qui s'attache à corriger des dérives induites par la facilité et l'habitude, l'objectif étant parfaitement précisé.

Il faut indiquer, au-delà de la période actuelle, que ces partis, parcourus les uns et les autres par ce mouvement qui exprime une belle exigence de pensée politique toujours en éveil, ont toujours été animés d'une volonté de construction de la chose publique, ancrée dans l'impératif démocratique et toujours étrangère aux misérables ambitions personnelles.

C'est ainsi que, sans difficulté aucune, l'accord a toujours existé sur la nécessité de partis exerçant le pouvoir — gestion des affaires publiques dans l'intérêt général — et de partis politiques d'opposition qui exprime la contradiction qui enrichit la pensée dans le cadre de l'ordre démocratique.

Mesdames (?) et Messieurs les redresseurs, tous partis confondus, soyez hautement remerciés de votre courageuse et originale initiative puisque le peuple peut assister à des joutes politiques d'une rare intensité toujours plus soucieuses de l'intérêt général et du bien public, à l'exclusion de toute autre considération, et cela, au sein même des partis illustrant, par là même, la subtilité de la pensée. C'est, par exemple et tout naturellement, grâce à vous que le grand débat sur la révision de la Constitution prend tout son sens puisqu'il ne s'agit plus de s'interroger sur le moment auquel celle-ci interviendra, mais sur son contenu et la nécessité politique qui la fonde.

Par Moncef Benouniche, citoyen démocrate et indigné

En effet, la révision de la Constitution intervient pour répondre à une nécessité politique et concerne les principes fondamentaux ou l'édifice institutionnel chargé de les mettre en œuvre ; il ne s'agit, évidemment, pas d'un jeu politique destiné à satisfaire une ambition personnelle, toujours misérable, mais d'un acte politique fondamental puisqu'il concerne la nation et l'Etat qui en a la charge à un moment donné.

Ce n'est pas tout puisque votre intervention, s'agissant des partis de l'opposition particulièrement, illustre la vitalité de ceux qui ont vécu très longtemps sous une autorité si pérenne qu'on a pu la croire irremplaçable et éternelle ; chacun se souvient, naturellement, des temps «bénis» de la stabilité au sein de ces partis dirigés par la providence démocratique un quart, pour l'un et un demi-siècle durant pour l'autre.

Il n'empêche que les «redresseurs» de nos quatre grands partis donnent force et vigueur au changement qualitatif, à l'approfondissement de la pensée politique, à l'intensité du lien social et du vivre-ensemble, à l'impératif démocratique, et blablabla et blablabla et nanani et nanana... et encore en un mot à la pérennité du système actuel...TOUT CELA EST SI BON À VIVRE ET NOUS ATTENDONS AVEC IMPATIENCE LA PROCHAINE BANDE DESSINÉE. SALUTATIONS RESPECTUEUSES ET ADMIRATIVES.

M. B.